

TOME  
2

# les Relations Nord Sud



« Il ne sera jamais trop tard pour tenter de bien faire,  
tant qu'il y aura sur terre un arbre, une bête ou un homme »

Marguerite Yourcenar, *les yeux ouverts*, 1980

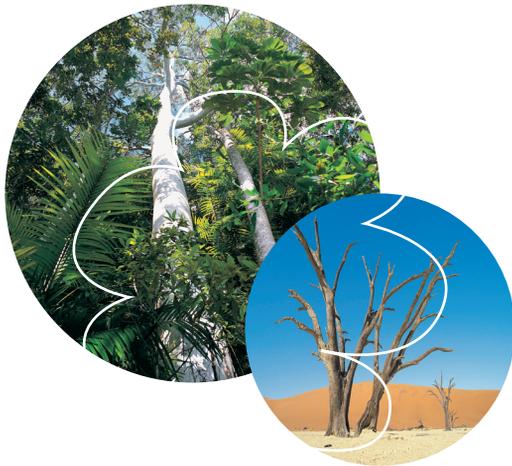




# les Relations Nord Sud

Proposé  
Par

Estelle Forget



Un grand merci à : Naïma Sayad et Frédéric de Paris pour leur collaboration

# P réface

Nord/Sud, des rapports inscrits dans les gènes ? L'un semble condamné à être « pauvre », et l'autre « condamné » à être riche...

Le débat est lancé. Si l'on adopte une vision court-termiste on peut affirmer sans se tromper que le nord est riche et le sud pauvre d'un point de vue purement matériel.

Le nord est riche des richesses du sud, et le sud est aujourd'hui pauvre d'une asphyxie programmée et contrôlée par le nord... mais pour combien de temps ?

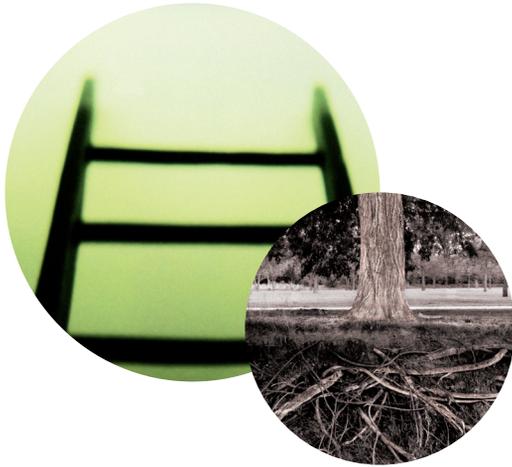
Ce château de carte édifié par les grandes puissances depuis le début des colonisations ne risque-t-il pas de s'effondrer ? Combien de temps le monde va pouvoir tenir sur un modèle qui s'adosse aux ressources de quelque uns au profit de gigantesques multinationales mises en place par une poignée de grandes puissances économiques ?

Derrière cette extraordinaire « machination » se cache d'incommensurables problèmes humains et c'est ici que le développement durable prend tout son sens.

Aussi, nous osons croire que cela n'est pas une utopie : le nord et le sud devront trouver un équilibre global dans les cinquantes prochaines années pour un monde éthique, équitable et durable.

« Notre future se construit aujourd'hui, pas à pas, avec la prise de conscience de la nécessité des efforts de tous ».

Estelle Forget





# Sommaire

I.	Concept	8
II.	Les étapes de la relation Nord/Sud	12
III.	L'idéologie du développement	18
IV.	Du développement au développement durable	22
V.	Le développement durable, nouvelle donne de l'échange Nord/Sud	30
VI.	Le développement durable, une opportunité de transformation de la relation	32
VII.	La prise de conscience et expériences dans les pays du sud	35
VIII.	Perspective : refonder la coopération	38

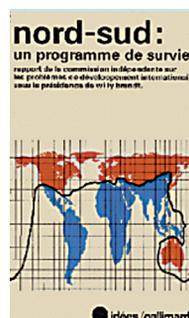


## Concept

### La fracture Nord/Sud : de nouvelles frontières économiques

On a depuis longtemps pris l'habitude de diviser le monde entre le Nord et le Sud.

Au Nord , les pays développés rassemblent les pays riches et industrialisés issus de la première révolution industrielle , ainsi que l'Australie et la Nouvelle Zélande. Le large spectre des Pays du Sud s'étend de l'Afrique Subsaharienne pauvre et déshéritée aux pays émergents d'Amérique Latine et d'Asie jusqu'aux grandes puissances en devenir : la Chine et l'Inde. Quelques pays du Sud, généralement exportateurs de pétrole, disposent d'un revenu plus élevé par habitant que la majorité des pays du Nord. Mais d'une manière générale et bien qu'il n'y ait pas de classification uniforme ou permanente, «Nord» et «Sud» sont synonymes de «riche» et de «pauvre», de pays «développés» et de pays «en voie de développement».



Au sein des pays du sud, on distingue aujourd'hui :

Les pays émergents (ex NPI cf infra) et notamment les BRIC (Brésil, Russie, Inde et Chine), terminologie définie dans un rapport de Goldmann Sachs en 2003. Le PIB total des BRIC devrait égaler en 2040 celui du G6 (les États-Unis, le Japon, le Royaume-Uni, l'Allemagne, la France et l'Italie). Chacun des BRIC se situerait en 2050 au même niveau que les principales puissances économiques actuelles : les États-Unis, le Japon, l'Allemagne, etc. Ces pays devraient atteindre en 2050 le même niveau de vie que les grandes puissances économiques actuelles.

Les pays les moins avancés, Pays en voie de développement (PVD ou PED)

le Tiers-Monde expression d'Alfred Sauvy en 1952 faisant référence au « tiers état » !

Il n'y a plus de comparaison possible aujourd'hui en terme de développement entre l'Afrique Subsaharienne et des puissances émergentes sur la scène internationale à l'exemple de la Chine ou le Brésil. Seule leur appartenance au « pays du Sud » les unis encore, mais pour combien de temps ?

## Focus

Dans les années 1960, les nouveaux pays industrialisés (NPI) figuraient parmi les pays en développement. Depuis, ils ont démontré qu'il était possible, sous certaines conditions, d'amorcer un véritable décollage industriel.

Aujourd'hui, la Corée du Sud a un PNB par habitant proche de celui du Portugal. Singapour et Hong Kong figurent dans le groupe des pays à revenu élevé.

Il n'existe pas de liste officielle des Nouveaux Pays Industrialisés : on y intègre les économies qui, par leur stratégie de développement, ont connu une phase d'industrialisation rapide au cours des vingt dernières années.

Parmi les NPI, on trouve :

- les « 4 Dragons » : Corée du Sud, Taïwan, Singapour, Hong Kong
- les « 5 bébés Tigres » : Malaisie, Indonésie, Thaïlande, Philippines, Brunei
- les « jaguars » : Mexique, Brésil, Argentine, Chili, Colombie, Venezuela
- Les « lions africains » : Afrique du sud, Algérie, Botswana, Egypte, Lybie, Maroc, Ile maurice, Tunisie.

Avec le début des années 80 et le développement des marchés financiers dans certains pays du Sud, est apparu le concept proche de « pays émergents ». À la différence des NPI, certains des pays émergents ont déjà eu un important secteur industriel (notamment les Pays de l'Est) ou se développent dans d'autres secteurs que l'industrie.

## La pauvreté

C'est un problème structurel de la relation nord/sud. En 1967, la famine du Biafra provoque une prise de conscience du problème de la faim dans les pays du tiers-monde (alors que cet Etat disposait de l'une des plus importantes réserves de pétrole).

Le nouveau siècle s'est ouvert sur une perspective prometteuse : les pays membres des Nations Unis se sont fixés comme objectifs de réduire le nombre de personnes vivant au dessous du seuil de pauvreté de moitié d'ici à 2015 (Objectifs du Millénaire). En 2005, une avance sur cette échéance a même été constatée. Il y a deux raisons principales à cela : la Chine et l'Inde. La croissance de l'économie chinoise proche de 9%/an au cours du dernier quart de siècle, et l'accélération de celle de l'Inde proche de 6% dans la dernière décennie ont permis de sortir des centaines de millions de personnes de la pauvreté.

En Chine, la population vivant dans la pauvreté est passée de 648 millions en 1981 à 218 millions en 2001 – la plus grande progression enregistrée dans l'histoire.

Mais une attention particulière doit être portée par la communauté internationale afin de s'assurer que ces nouveaux pays émergents (Inde et Chine,..) possèdent les ressources nécessaires pour maintenir leur développement.

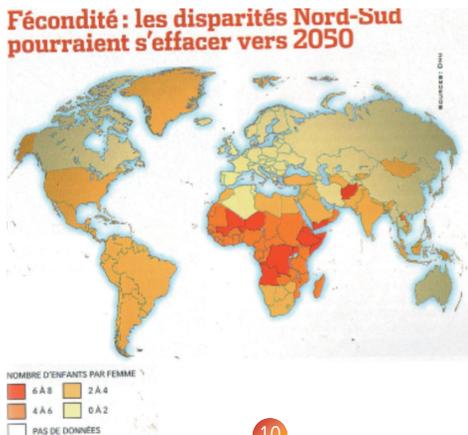
La situation des pays d'Afrique Sub-saharienne reste très préoccupante, comme pour de petits pays d'Amérique latine et d'Asie Centrale.

En Afrique sub-saharienne, 750 millions de personnes s'ajoutent de plus en plus dans la pauvreté. La faim, l'illettrisme et la maladie, limitent au niveau global l'impact des bons résultats enregistrés par la Chine et l'Inde.

Dans un monde de plus en plus globalisé, l'éradication de la pauvreté et la stabilisation de la population sont des objectifs liés à la sécurité nationale de chaque pays.

Réduire la croissance démographique contribue à éradiquer la pauvreté et ses effets négatifs, et réciproquement éradiquer la pauvreté aide à la stabilisation démographique.

Le temps est compté et la nécessité d'agir sur les deux fronts est incontournable.



La croissance de la population est un facteur essentiel des problèmes de croissance et d'environnement. La population mondiale a doublé au cours des 50 dernières années pour dépasser les 6 milliards d'individus. Or, l'essentiel de sa croissance s'est concentrée dans les régions les plus défavorisées comme l'Afrique et le sous-continent Indien dont les émissions de GES (gaz à effet de serre) sont relativement faibles (20 fois moins que les Etats Unis par exemple). Ces pays ont une faible empreinte écologique et sont en général plus vulnérables aux conséquences du réchauffement climatique : montée des eaux, érosion des sols, fertilité de la terre, eau potable, maladies,... Diminuer la natalité élevée, des pays pauvres n'aurait qu'un effet marginal sur les émissions mondiales comparé à l'impact d'un changement des comportements des plus riches. A titre d'exemple, un enfant né au Bangladesh émettra, sa vie durant, environ 173 fois moins de CO2 qu'un enfant né aux Etat-Unis. Au contraire des pays industrialisés, les pays du sud (à l'exception notable de la Chine) n'ont pas encore réalisé leur transition démographique, c'est-à-dire l'équilibre

entre la natalité et la mortalité. Le taux de fécondité par femme est encore supérieur à 4 enfants en Afrique (il était supérieur à 7 dans les années 60) pour moins de 2 enfants dans une majorité de pays du Nord.

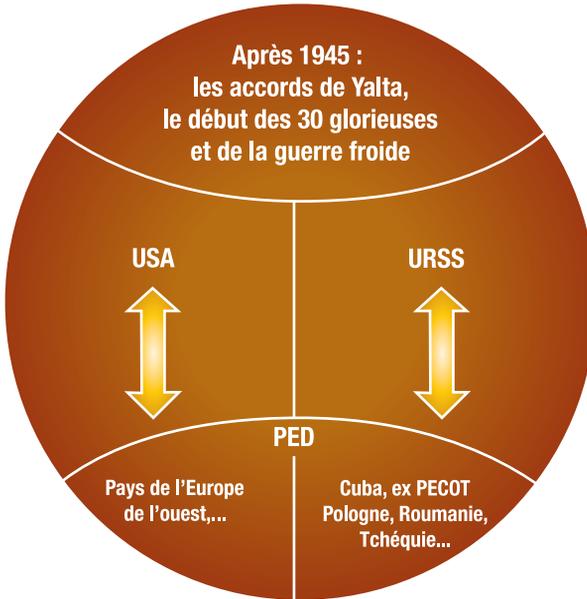
Quand bien même l'urgence à limiter l'accroissement des hommes serait confirmée, le pourrait-on ? « le terme de population mondiale donne l'illusion que l'on peut la modifier, mais il n'existe aucune institution capable d'imposer une législation destinée à limiter la croissance démographique » estime Hervé Le Bras, directeur du laboratoire de démographie Historique à l'Ecole des Hautes Études En Sciences Sociales. De fait, même en admettant que l'on puisse réellement influencer sur l'évolution de la démographie par des grands programmes de planning familial et des politiques nationales de natalité plus ou moins autoritaires, il n'y a aucune chance pour que tous les pays se mettent d'accord sur un objectif commun. Contrairement aux pays du Sud, les pays du Nord dont la population décroît dangereusement, ont intérêt à favoriser les naissances, comme l'Allemagne, la Russie et le Japon.





## Les étapes de la relation Nord/Sud

### Etape 1 : Reconstruction et décolonisation



A la fin de la seconde guerre mondiale, le monde s'organise en deux blocs, conséquence des accords de Yalta. Divisé par un « rideau de fer » expression utilisée pour la première fois par Winston Churchill, pour illustrer la profonde différence idéologique qui oppose ces deux grandes puissances, l'Est et l'Ouest sous la férule de ce qui deviendra l'Union Soviétique et les Etats-Unis, vont s'opposer pendant plus de cinquante ans pour imposer au reste du Monde leur vision idéologique, politique et économique.

L'opposition frontale de ces deux blocs et leurs vues hégémoniques vont accélérer la disparition des anciens empires coloniaux (français et britannique et particulier) et donner naissance à de nouvelles frontières, artificielles (notamment en Afrique et moyen orient) qui, faisant abstraction de l'histoire de ses peuples et de leurs cultures, va favoriser l'émergence de dictatures (potentats africains) et de conflits sans fin (à l'exemple d' Israël/Palestine).

## Décolonisation

L'origine coloniale marquera pendant longtemps l'esprit des pays en développement qui en dénonceront régulièrement l'ambiguïté dans ses relations avec les pays du Nord. L'accèsion à l'indépendance des pays colonisés débute surtout après 1945 avec l'affaiblissement des puissances coloniales anciennement Empires Britannique et Français. Elle se fera parfois violente comme en Indochine (guerre 1945-1954) ou en Algérie (1954-1962) ou négociée comme pour le cas du Maroc, la Tunisie ou encore l'Inde. L'indépendance a été un facteur clé dans l'émergence d'un véritable droit à l'aide : pour ces pays décolonisés, futur Tiers-Monde, « décolonisation et développement ne feront qu'un ».

Période fondamentale pour la naissance d'une coopération internationale, elle sera marquée par la signature de grands accords et la création de nouvelles institutions :

**1944** : Signature des accords de Bretton Woods qui donne naissance au FMI : encourage la coopération monétaire internationale et défend le nouveau système de changes fixes et la Banque Mondiale : aide à la reconstruction des pays européens puis finance les projets dans le Tiers-Monde.

**1945** : l'Organisation des Nations Unies (ONU) qui créera de nombreuses organisations chargées de la coopération internationale comme la FAO, UNESCO, OMS...

**1947** : Plan Marshall : aide américaine pour la reconstruction des pays européens.

**1949** : Le Président Truman pose les bases d'une aide aux pays sous développés.

**1955** : la **Conférence de Bandung** est l'acte de naissance de cette Sud/Sud et reste le symbole du réveil des peuples colonisés et de l'affirmation du Tiers-Monde. Il en résulte deux notions clés : autodétermination et coopération. Les règles : respect de la souveraineté ; non agression, égalité des races et des nations, non ingérence dans les affaires intérieures, coexistence pacifique. Cette initiative sera confirmée et amplifiée avec la création en :

**1964** : du Groupe des 77, qui réuni 31 pays des trois continents.

**1973** : du Mouvement des Non Alignés qui prône des idées de solidarité et d'action collective entre les pays du Tiers-Monde. Deux conférences très importantes à retenir : Alger en 1973 et Colombo en 1976 où néo-colonialisme impérialisme sont dénoncer vigoureusement.

**1961** : une résolution de l'ONU adopte le 1<sup>er</sup> programme global à

l'échelle mondiale pour le développement du Tiers-Monde : Stratégie pour la Première Décennie des Nations Unies pour le Développement pour la période de 1961-1970.

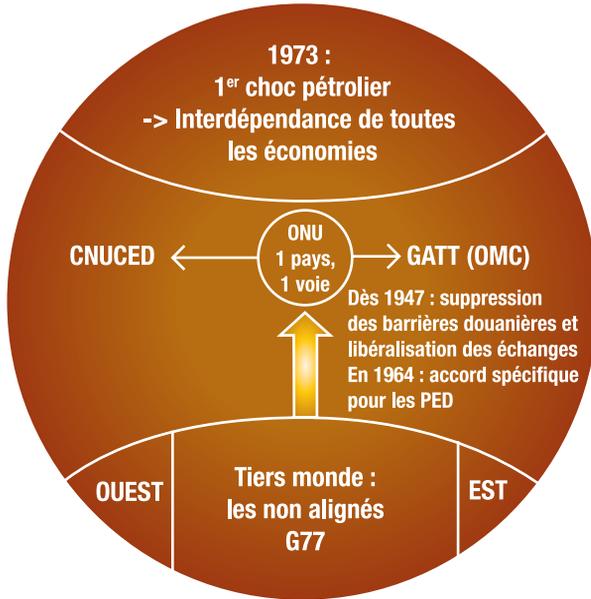
**1964** : une année capitale avec : la création de la CNUCED qui affirme un véritable droit international du développement et devient un organe permanent du système des Nations Unies. Elle donnera son origine à tout le droit à venir, la mise en place progressive de principes dérogatoires et d'institutions spé-

cialisées comme la Partie IV du GATT (remplacé en 1994, par l'OMC, organisation mondiale du commerce) qui pose de nouvelles règles dérogatoires en faveur du commerce extérieur des PED pour permettre de financer leur croissance.

**1965** : le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) .

**1966** : l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI).

## ETAPE 2 : Naissance du Tiers-Monde dans un contexte de crise économique mondiale : le 1<sup>er</sup> choc pétrolier



Avec le premier choc pétrolier débute une crise de grande ampleur qui marque la fin de la période des trente glorieuses et dont les pays industrialisés seront les premières victimes : inflation, creusement des déficits, et surtout irruption brutale et durable d'un chômage de masse avec ses conséquences sociales désastreuses... Le monde s'enfoncé dans une crise structurelle, dont émergera à terme de nouveaux acteurs sur la scène internationale : les NPI.

A cette même période a lieu la conférence d'Alger organisée par le Mouvement des non alignés. Ce regroupement des pays du Tiers-Monde leur

permet de rentrer en masse à l'ONU et de se positionner sur la scène internationale. En conséquence de cette arrivée en force, un changement de majorité s'opère au profit du Tiers-Monde - l'idéologie de décolonisation devient l'une des bases de la doctrine de l'ONU en faveur du développement du Sud. Les revendications tiers mondistes n'étant pas les mêmes que celles des pays du nord, l'ONU met en place des accords spécifiques dès 1964 sur la libéralisation des échanges notamment.

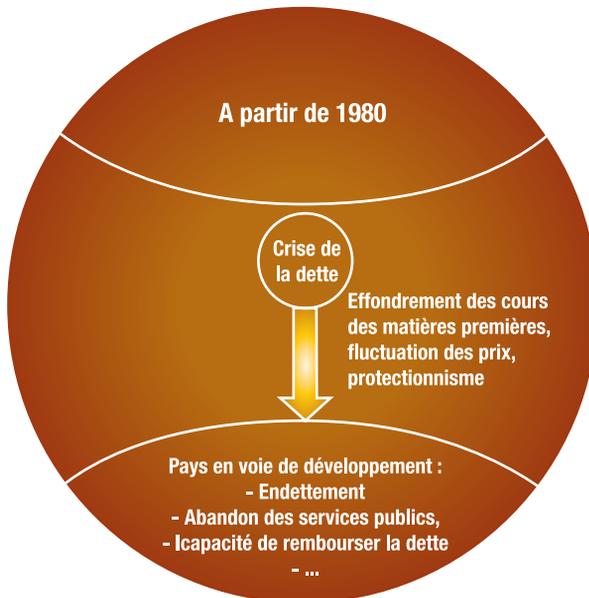
On assiste alors, à une volonté des pays en voie de développement, nouvellement souverains, de se prendre

eux-mêmes en mains. Leurs efforts se concentrent sur le modèle de réussite des pays industrialisés dont ils aspirent à atteindre le même niveau de vie. Néanmoins, conscients des risques de leur dépendance par rapport aux pays développés, ils voudront favoriser une coopération sud/sud pour favoriser la solidarité.

Le Tiers-Monde pense pouvoir peser dans la balance en revendiquant un nouvel ordre économique mondial dont l'objectif n'est pas seulement de compenser les inégalités croissantes existantes entre le Nord et le Sud, mais

aussi de fédérer les pays du Sud en donnant du sens à leur action collective : il s'agit de construire un nouvel ordre global (pour l'ensemble des problèmes) et volontariste (organisé). Il se veut fondé sur des principes forts comme l'égalité souveraine, l'interdépendance et la coopération entre tous les Etats. Ces revendications qui ne seront pas véritablement suivies d'effets seront un relatif échec du dialogue Nord/Sud, excepté pour les accords de coopération commerciale de Lomé (Convention qui ouvre le marché européen à certains pays du Tiers-Monde, avec l'octroi d'aides et de prêts).

### Etape 3 : interdépendance des économies



Dans les pays du Sud un cri d'alerte : la crise de la dette de 1982 : l'effondrement du prix des matières premières prive ces pays de recettes. A cette date, le Mexique, qui ne peut plus faire face, annonce qu'il suspend le remboursement de sa dette.

Il sera suivi par l'Argentine, le Brésil, l'Uruguay et la plupart des pays du Tiers-Monde.

Cette crise dont les effets se prolongeront jusqu'en 1992, aura pour conséquence une décennie perdue pour le développement. Elle se caractérise par une forte augmentation de la pauvreté, du chômage et provoque les « émeutes de la faim », les conséquences : destruction des agricultures locales, exode rural, bidonvilles, malnutrition, exclusion...

## Focus

### Mondialisation

Une mondialisation qui n'a pas laissé le temps aux pays en voie de développement de s'adapter, (mais dont beaucoup ont profité, grâce à leur faible coût de main-d'œuvre à l'exemple de la Chine et de l'Inde)...

L'arrivée des pays émergents sur la scène internationale (Chine) provoque des besoins immenses en matières premières, aboutissant à enfermer un peu plus encore les pays en voie de développement dans leurs spécialisations primaires. Le Sud s'endette à nouveau mais cette fois auprès de la Chine....

Elle donne lieu à une « nouvelle division internationale du travail » par les délocalisations (mains d'œuvre à bas prix dans les pays du Sud). Cette source de revenu pourtant importante pour le Sud (864 milliards d'euros en 2002) provoque de forts mécontentements (dans le Nord) du fait d'un bouleversement de l'équilibre du travail mais aussi dans les populations restées en marge.

Les méfaits sociaux de la mondialisation incontrôlée se traduisent par une exploitation inhumaine des ouvriers (forme d'esclavagisme moderne avec pour conséquence, par exemple, les récents suicide dans une usine chinoise qui travaille entre autre pour Apple).



## L'idéologie du développement

Après 1945, tout le monde s'accorde sur la notion de développement qui consiste à « élargir à l'ensemble de la population les biens essentiels puis secondaires nécessaires, à son bien être » .

Ayant retrouvé sa souveraineté sur ses ressources et richesses naturelles, le Tiers-Monde va chercher à attirer les capitaux étrangers, considérés comme principal vecteur de croissance et réclamer des transferts pour combler les inégalités croissantes.

C'est la théorie du « trickle down » : la croissance est censée toucher la

population de façon « automatique » .

Les 5 phases de croissance (théorie de ROSTOW ) que les pays en voie de développement doivent suivre :

- société traditionnelle sous développée
- mise en place de conditions préalables au décollage (financements, capitaux)
- le décollage (take off)
- progrès vers la maturité
- consommation de masse

La mise en place de ce processus de développement se réalise grâce aux organisations internationales et à une coopération à géométrie variable...

### Focus

#### Le système des nations unies

Toujours en place de nos jours, il joue un rôle déterminant dans la relation Nord Sud tant sur le plan opérationnel que normatif. C'est un système complexe qui n'avait pas prévu à l'origine de structures adaptées pour permettre de résoudre les problèmes grandissants des pays du Tiers-Monde. Et ce, même si la Charte des Nations Unies (fondement de toutes les actions des Nations Unies), a pour mission générale de « favoriser le progrès économique et social de tous les peuples » et de « réaliser la coopération internationale en contribuant à résoudre les problèmes économiques, sociaux, humains ».

#### L'aide publique au développement (APD)

Tandis que les besoins augmentent, les aides n'ont jamais cessé de baisser de la fin de la guerre froide jusqu'en 2002 : de 0,33% à 0,22% de leur PNB pour les pays riches, alors que l'objectif fixé par l'ONU est de 0,7 %. La plupart des pays industrialisés ne respectent pas leurs engagements.

Depuis 2002, l'APD augmente mais reste toujours un outil politique trop utile pour servir contre la pauvreté. C'est l'initiative de Monterrey (Mexique) où 189 pays, s'engagent à augmenter les programmes d'aide publique, même si les conditions d'octroi, restent comme dans le passé motivées

par des préoccupations stratégiques et géopolitiques (sécurisation des approvisionnements énergétiques, neutralisation des Etats corrompus, ...).

Ce ne sont pas non plus, forcément les plus pauvres, qui sont le plus aidés. Depuis le 11 septembre 2001, la tendance de l'occident Etats Unis en tête, est de privilégier des alliés sûrs et utiles (même dictatoriaux) plutôt que les pays pauvres. On parle beaucoup de terrorisme, de l'emploi, de déficit budgétaire etc...

Les fonds se réorientent alors vers les pays de l'Est, ou vers des pays émergents, riches en matières premières... l'APD est souvent instrumentalisée, détournée pour servir les intérêts de court terme des pays riches et de leurs firmes transnationales (« aide liée ») ou

concerne des projets d'infrastructures ayant peu d'impacts sur la population ... Même si les gouvernements passés portent une lourde responsabilité dans le gaspillage des fonds reçus, avec l'accord tacite des pays occidentaux.

Les pays du Sud qui font appel à l'emprunt pour financer leur développement ont été confrontés à de fortes variations des taux d'intérêts (ils ont dû s'endetter pour rembourser leur dette : ils ont succombé à la spirale infernale du surendettement). Or, ces sommes importantes sont autant de ressources non consacrées à des secteurs essentiels, au bien-être des populations (santé, éducation etc...), remettant ainsi en cause les processus de redistribution des richesses.

## Focus

### Dettes

La dette extérieure de l'Afrique a été multipliée par 30 entre 1970 et 1999. Le service annuel de la dette des pays en voie de développement a plus que doublé depuis 90 passant de 200 milliards à plus de 400. Le cas de l'Afrique subsaharienne est très révélateur : sur 294 milliards de dollars de prêts reçus entre 1970 et 2002, elle aurait déjà remboursé 268 milliards ? au titre des intérêts. Mais elle reste débitrice de 210 milliards...

Diverses initiatives d'annulation de la dette dont celle de 1996 dite de « PPT » (pays pauvres très endettés) ont été entreprises. Seuls 20 pays ont pu en bénéficier compte tenu des conditions d'octroi restrictives, d'allègements insuffisants, une procédure lourde...

La dette des pays sous développés ont atteint 2500 milliards de dollars, soit 50 fois le montant de l'APD... Pour 1\$ d'aide publique reçue, ils en reversent 7 au titre du remboursement. Les dépenses militaires mondiales représentent 900 milliards de dollars, les subventions agricoles 300, l'APD seulement 50 voire 60...

La dette permettrait-elle de maintenir les relations Nord/Sud dans un « rapport dominant – dominé » ?.

La coopération n'est plus considérée aux yeux du Tiers-Monde comme un « droit à l'aide mais comme un moyen d'accéder à leur indépendance économique ». Le peu de retombées positives sur les économies des pays en voie de développement, vont imposer des :

➤ **contrôles** pour orienter l'aide dans le sens de leur développement, exemple en 1956, le Président Nasser nationalise le canal de Suez en Egypte, principale voie maritime alimentant l'Europe en pétrole.

➤ **transferts** de ressources, qui ne sont pas désintéressés pour le Nord. D'un point de vue économique, l'exploitation par le Nord des richesses naturelles du Sud est la perpétuation de la dépendance.

➤ **échanges** commerciaux, indispensables à la croissance des pays en voie de développement qui souffrent d'un manque de devises, tandis que la nécessité d'importer des denrées alimentaires et des biens d'équipements augmentent. Or, l'échange est inégal : ces pays sont surtout des producteurs de matières premières ou de produits de base, beaucoup moins rémunérateurs et soumis à de nombreux aléas (flux des cours, dégradation des termes de l'échange). Ils importent par ailleurs, l'essentiel de leurs biens industriels.

**Focus**

### **Démocratie développement corruption :**

Les pays en voie de développement subissent un pillage de leurs ressources naturelles au profit de gouvernements corrompus à la solde des pays du nord (Etats, et multinationales) : Exemple du Niger, un des pays les plus pauvres du monde et 1<sup>er</sup> pays exportateur d'uranium.

### **Des inégalités Nord Sud persistantes**

La satisfaction des besoins essentiels de l'ensemble des populations (particulièrement celles du Sud) est une priorité. Près de 2 milliards d'êtres humains ont faim, 1,2 milliard n'ont pas accès à l'eau potable, 800 millions de personnes sont au chômage... 20% des plus riches s'accaparent 80% des ressources de la planète. Dans toutes les régions du monde, les inégalités sociales se creusent. La lutte contre la pauvreté et l'instauration d'échanges Nord-Sud plus équitables sont deux éléments essentiels du développement durable.

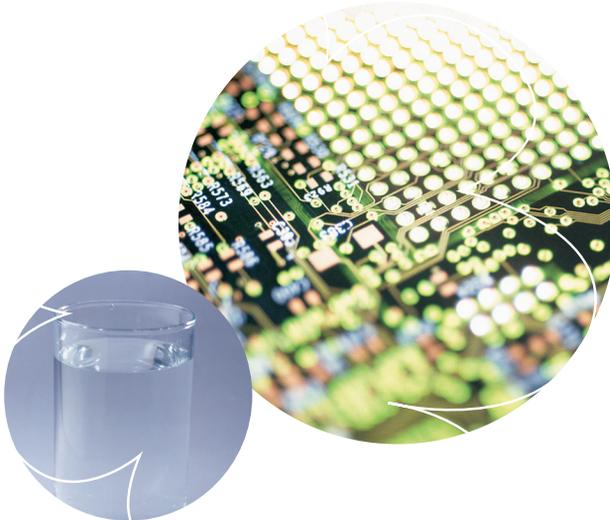
La situation des pays en voie de développement donne lieu à de vives critiques. Les résultats ne sont pas là. Le mode de développement préconisé est considéré comme un échec. On dénonce une aide contre-productive, inefficace, une idéologie impérialiste

et un instrument de domination. Les institutions internationales dénoncent une aide qui a encouragé le gaspillage, la corruption, les dictatures, pour réduire ou continger les transferts de fonds.

### **Focus**

#### **Microcrédit**

**Le microcrédit est considéré pour les uns, comme une solution à la pauvreté, pour d'autres comme une bombe à retardement. Lorsque le microcrédit est structuré au sein d'organismes comme la GRAMEEN BANK, les flux financiers sont connus et en principe règlementés. Mais ce n'est pas toujours le cas, notamment en Afrique où le système de tontine est encore très présent. Une économie informelle se développe progressivement laissant une manne de trésorerie impossible à contrôler par les Etats.**



# IV

## Du développement au développement durable

Le concept du développement durable apparaît dans les discours internationaux au moment même où le concept de « développement » est controversé. C'est le rapport Brundtland qui participe à ce « glissement » et qui fait basculer les priorités et les financements en direction de l'environnement, jugé comme prioritaire.

Apparaît la notion de bien public mondial « bien ou service dont on ne peut exclure quiconque de l'usage et des effets, et pour lequel il n'y a pas rivalité d'usage ». Exemple des politiques de santé ou éducatives, à but universel... les menaces environnementales étant des « maux publics ».

L'émergence progressive du développement durable est le résultat de la conjonction de plusieurs éléments :

### La volonté d'un « développement plus humain » :

Création d'un nouvel indicateur de développement humain (IDH) qui intègre toujours les performances économiques des pays mais aussi un volet sanitaire (espérance de vie et taux de mortalité infantile) et éducatif (scolarisation et niveau d'alphabétisation).

En septembre 2000, les « objectifs du millénaire pour le développement » (OMD) reprennent l'ensemble de ces

engagements. Les Nations Unies s'engagent à assurer un environnement durable (accès à l'eau, conditions de logement), et à mettre en place un « partenariat mondial pour le développement » notamment pour les grands endettés. A cette date, 1,1 milliard de personnes sont considéré comme vivant dans une pauvreté quasi absolue avec moins d'1 dollar par jour.

### Focus

#### OMD

En 2000, l'Organisation des Nations unies a précisé le sens et les objectifs de l'aide publique au développement.

Au nombre de huit, les Objectifs du millénaire consistent surtout à parvenir à réduire de moitié la pauvreté dans le monde entre 2000 et 2015 :

1. Réduire l'extrême pauvreté et la faim de moitié.
2. Assurer l'éducation primaire pour tous.
3. Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes.
4. Réduire la mortalité infantile.
5. Améliorer la santé.
6. Combattre le sida, le paludisme et les autres épidémies.
7. Assurer un environnement durable.
8. Partenariat pour le développement.

## La prise de conscience d'une problématique environnementale

🌿 Le réchauffement climatique : le Sud est la première victime du réchauffement, l'économie des pays pauvres subira des dommages dix fois supérieurs à celle des nations les plus riches. Une étude publiée en septembre 2009 par Maplecroft, un cabinet d'expertise britannique des risques globaux montrent que les pays les plus vulnérables au réchauffement sont la Somalie, l'Afghanistan, et la Sierra Leone. Des vingt huit pays les plus exposés à un risque extrême, vingt deux sont situés en Afrique Subsaharienne. Par ailleurs, la fonte des glaciers de l'Himalaya menace la sécurité alimentaire et la disponibilité en eau des 1,6 milliard d'habitant d'Asie du Sud. Selon Rob Vos, directeur du département des Affaires Économiques et Sociales de l'ONU, il faudrait investir chaque année, dans l'atténuation du changement climatique et l'adaptation à ses effets, de l'ordre de 1% du PIB mondial, soit plus de 500 milliards de dollars.

🌿 Les vagues de "réfugiés climatiques" devront être pris en charge par les Etats ou par les organismes humanitaires et seront relogés loin de leur lieu de vie. Ce fut le cas en juillet 2002, lorsque des pluies

torrentielles en Inde, Népal et Bangladesh ont causé des coulées de boue et des inondations qui ont coûté la vie à 1200 personnes et obligé 4 millions de personnes à partir. L'élévation du niveau de la mer conduira à l'exode de million de personnes. Cette montée des eaux entraînerait également des pertes de terres cultivables ou habitables : 17,5% du territoire au Bangladesh et 6 % aux Pays-Bas.

La question de l'épuisement des ressources naturelles que Bernard Rogeaux (Directeur de la prospective chez EDF R&D à propos des tensions croissantes sur le pétrole, signes avant-coureurs d'une crise imminente) résume bien : « *nous sommes à un tournant ! En raison des raretés énergétiques que l'on commence à observer, et de la croissance de la population des pays du Sud, la quantité d'énergie finale disponible par habitant est en train d'atteindre un plafond que l'on aura du mal à dépasser, même si l'on développe toutes les énergies de manière volontariste. Si on prend le cas du pétrole (...) On ne pourra pas continuer comme ça longtemps : soit on partage des ressources qui deviennent rares, soit c'est la guerre !* »

## Une prise de conscience éthique : Le sud poubelle du nord

Les pays du Nord, ont souvent ignoré les excès et conséquences désastreuses de leur modèle productiviste. Et la multiplication des catastrophes industrielles n'y a rien fait. Au contraire, le Nord fait

le choix de déplacer le problème, dans bien des cas, dans les pays du Sud, moins regardant sur les normes de sécurité, en exportant leurs industries les plus polluantes, leurs déchets toxiques,

tout en continuant d'exploiter les ressources naturelles de ces derniers. Les scandales humains, écologiques se multiplient.

Plus de mille téléviseurs bons pour la casse partent chaque jour en Afrique. Ils arrivent dans des décharges sauvages au Nigéria, au Ghana ou en Egypte, ou ils sont démantelés par des jeunes gens désireux d'extraire des matériaux recyclables, au péril de leur santé, puis brûlé, sans considération pour l'environnement. Ces exemples illustrent les lacunes de la filière des DEEE (Directive Européenne relative aux Déchets d'Équipements Électriques et Électroniques). L'objectif de l'Union Européenne est de collecter 4 kilos de DEEE par habitant et par an (soit un quart du total). En France, où la filière a été mise en place fin 2006, cet objectif a été atteint pour la première fois en 2008. Mais l'Europe n'a pas le bonnet d'âne ! Au USA, près de 20% des 300 millions de tonnes de DEEE produits annuellement par les Américains seraient exportés vers l'Afrique ou l'Asie.

**Focus**

### la tragédie de BOPHAL

La catastrophe de Bhopal survenue le 3 décembre 1984 est la plus importante catastrophe industrielle à ce jour. L'explosion d'une usine américaine (Union Carbide) de pesticide a dégagé 40 tonnes d'isocyanate de méthyle dans l'atmosphère de la ville, tuant entre 16000 et 30000 personnes, sans compter les nombreux cancers et malformations suite à la tragédie.

Plus de 25 ans après la catastrophe de Bhopal, 7 anciens cadres de l'usine de pesticides Union Carbide ont été reconnus coupables de « mort par négligence » et condamnés à 2 ans de prison.



## Les enjeux du développement durable dans les pays du sud

### Environnemental :

- réchauffement climatique ; GES ; pollution (eaux, air, sols...);
- la biodiversité : il est probable qu'environ 20 à 30% des espèces végétales et animales ayant fait l'objet d'une évaluation seront plus gravement menacées d'extinction si la hausse des températures mondiales moyenne dépasse la fourchette de 1,5 à 2,5.
- sécheresse et pénurie d'eau douce : En 2025, les deux tiers de l'humanité pourraient être dans une situation de stress hydrique qualifiée de modéré à grave.
- épuisements de ressources fossiles,
- gestion des déchets (traitement, recyclage);
- désertification ; déforestation....

- commerce équitable ;
- sécurité énergétique ;
- politique des transports ;
- politiques économiques ;
- droits des brevets et propriété industrielle...

### Social :

- santé (maladies émergentes, accès aux médicaments, politiques sanitaires) ;
- alimentation (sécurité alimentaire qualitative et quantitative) ;
- lutte contre la pauvreté ;
- politiques de population (démographie, planning familial, statut de la femme, vieillissement...);
- droit du travail ;
- accès à l'éducation ;
- organisation sociale etc.....

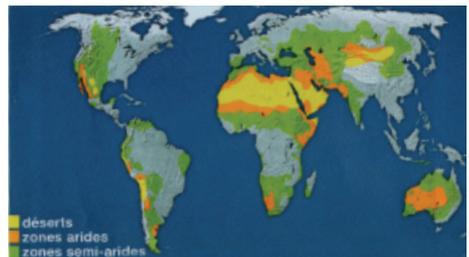
### Economique :

- perturbation des systèmes agricoles. (cf Tome : Nourrir 7 milliards d'individus).
- droits fonciers ;
- échanges internationaux ;

## Zoom sur la désertification et la santé

### La désertification

Les zones les plus touchées par la désertification sont les zones semi-arides, c'est-à-dire sèches avec de fortes variations climatiques mais qui ne sont pas au contact des déserts. Ce qui montre que la désertification n'est pas une progression des déserts sur les terres voisines.



La situation s'est trouvée aggravée :

- Par l'accroissement des cheptels – chameaux et bovins, dont le nombre a été multiplié par cinq voire par dix selon les régions, et ce en une centaine d'années,
- Par la concentration des populations et du bétail autour de puits construits pour lutter contre la sécheresse,
- Par la politique de sédentarisation forcée des populations pastorales mise en place par la plupart des gouvernements des pays du Sahel.

Un autre facteur : l'agriculture productiviste. Au Mali, au Sénégal, la culture du coton et de l'arachide a été étendue à de nouvelles terres, dans les années 1950 et 1960, quand les pluies étaient plus abondantes. La chute des prix agricoles sur les marchés mondiaux, ou à cause de sécheresses à répétition, ont conduit à l'abandon de ces cultures. Les sols ont alors subi l'érosion de l'eau et du vent et sont en train de devenir stériles.

A son tour, le déboisement est la conséquence de la collecte du bois comme combustible par les villageois, voire les citadins. A Bamako, par exemple, on ramasse du bois jusqu'à 120 km autour de la ville. Résultat les arbres ne protègent plus ni les hommes ni les sols du vent et du soleil, provoquant l'assèchement des sols. La terre n'est plus fertilisée par la décomposition des feuilles, les animaux ne peuvent plus s'en nourrir en saison sèche.

Surpâturage, agriculture et déboisement : la désertification est aussi provoquée par la salinisation des sols, un phénomène que l'on trouve notamment en Asie centrale.

Dans plusieurs pays d'Asie centrale

(Turkménistan, Kazakhstan, Ouzbékistan,...), la culture du coton et des céréales a été développée grâce à l'irrigation. Or, ces pays ont un climat aride, l'eau s'y évapore, laissant dans la terre les sels minéraux. Et, si la terre irriguée n'est pas drainée, les sels minéraux s'accumulent dans les sols et provoquent leur stérilisation.

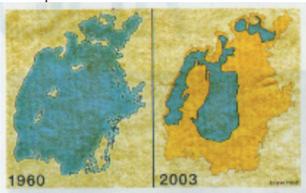
Les pays du Nord, sont aussi touchés par la désertification. Aux Etats-Unis, les sols dégradés se situent dans la moitié ouest du pays, où le climat est sec et où, depuis un siècle, la croissance économique et démographique est forte. Même cause et mêmes effets que dans le Sahel : érosion et peu à peu stérilisation des sols en raison du surpâturage et de l'agriculture irriguée.

Il existe une différence notable entre les pays du Nord et du Sud sur cet exemple précis. Au Sahel la désertification se traduit en nombre de morts et de déplacés, aux Etats-Unis, ils se comptent en millions de dollars. Au Texas et en Arizona, la désertification ne conduira jamais à la famine, comme cela peut être le cas en Afrique.



Aux Etats Unis, environ 1,5 million de km<sup>2</sup>, soit deux fois la superficie de la France, sont touchés par la désertification. Or, ces terres arides de l'Ouest fournissent 20% de la production agricole des Etats-Unis.

## Exemple de la Mer d'Aral



### LA CATASTROPHE DE LA MER D'ARAL

Depuis 1960, le niveau de la mer d'Aral a baissé de 13 mètres et sa superficie a diminué de 30 %. Cette catastrophe écologique due à l'irrigation a de multiples conséquences : la détérioration de la qualité de l'eau potable, la chute des pêches, ainsi que la constitution de dépôts de sel qui contribuent à la stérilisation des terres arables et à la destruction des pâturages. La concentration en sel est telle que chaque jour plusieurs milliers de tonnes de sel et de sable sont emportées par le vent dans un rayon de 500 km, jusque dans les glaciers du Pamir au Tadjikistan.

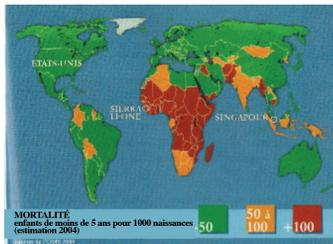
Depuis 1960, le niveau de la mer d'Aral a baissé de 13 mètres et sa superficie a diminué de 30%. Cette catastrophe écologique due à l'irrigation de champs de cotons a de multiples conséquences : la détérioration de la qualité de l'eau potable, la chute des pêches, ainsi que la constitution de dépôts de sel qui contribuent à la stérilisation des terres arables et à la destruction des pâturages. La concentration en sel est telle que chaque jour plusieurs milliers de tonnes de sel et de sable sont emportées par le vent dans un rayon de 500 km, jusque dans les glaciers du Pamir au Tadjikistan.

## La santé

La santé varie d'un individu à l'autre, et d'un pays à l'autre. Les études sur la santé montrent que l'on constate une progression de l'espérance de vie dans les pays développés au cours de la première moitié du XX<sup>ème</sup> siècle (recul de la mortalité maternelle et infantile, puis des décès liés aux maladies infectieuses).

On parle de transition épidémiologique. Une transition qui s'explique à son tour par la conjugaison de plusieurs évolutions préalables : amélioration du logement, de l'alimentation, de la formation, réduction de la taille des familles, hausses des revenus, campagne de vaccination, progrès de l'hygiène...

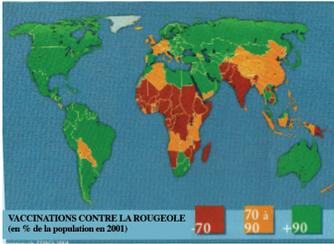
## La mortalité



Globalement, on estime aujourd'hui que 10,5 millions d'enfants de moins de cinq ans meurent chaque année dans le monde, dont près de la moitié en Afrique ou l'épidémie de sida a encore aggravé la situation depuis douze ans.

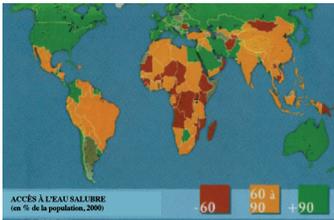
Parallèlement, on constate que les disparités sont encore très importantes d'un pays à l'autre. Si le risque de décès au cours de l'enfance est trois fois plus important aux Etats-Unis qu'à Singapour, il y est cependant trente-cinq fois moins élevé qu'en Sierra Leone. On estime d'ailleurs que si tous les pays avaient le même taux de mortalité infantile qu'à Singapour, dix millions de décès d'enfants seraient évités chaque année.

## La demande de soins



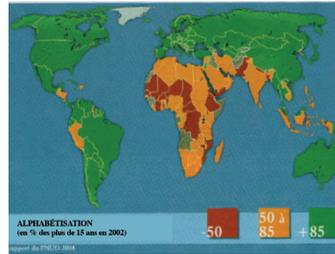
L'analyse de la morbidité et de la mortalité conduit à examiner les moyens de lutter contre la maladie (la demande de soins). Malgré l'existence d'un vaccin efficace, la rougeole reste l'une des premières causes de décès chez les enfants avec près de 500 000 décès en 2003. Un paradoxe que reflètent les disparités de la carte, dont on constate cependant qu'elles ne recourent que partiellement celles de la mortalité infantile.

## L'hygiène



À l'échelle mondiale, l'accès à l'eau potable reste aujourd'hui un facteur de première importance : si elle est mal traitée, l'eau représente un vecteur privilégié de contamination et donc d'épidémie. C'est le cas, par exemple, du choléra, qui fut pendant très longtemps une cause importante de mortalité en Europe, et qui le demeure dans de nombreuses régions du monde.

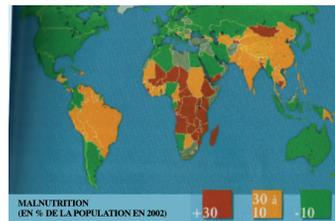
## L'Éducation



L'environnement social et économique des individus et des pays dans lesquels ils évoluent sont eux aussi des facteurs déterminants pour la santé.

Ainsi, quelle que soit la culture ou la langue, on constate que c'est d'abord grâce aux mères et également par l'intermédiaire de l'école que sont transmises les règles d'hygiène qui demeurent la base de la santé. Un constat que l'on peut vérifier par un autre : les pays où la mortalité infantile est la plus élevée sont aussi ceux où les femmes ont le moindre accès à l'éducation.

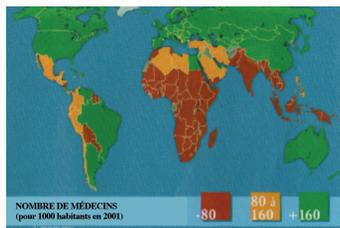
## Alimentation



En affaiblissant l'état général et en réduisant les capacités de défense de l'organisme, la malnutrition favorise certaines pathologies comme la rougeole ou la diarrhée. L'alimentation représente l'un des facteurs les plus essentiels pour pré-

venir la maladie, faire reculer la mortalité, et améliorer l'espérance de vie.

### Personnel soignant



Si la carte permet de constater l'inégalité de la répartition du personnel soignant au niveau mondial, son échelle en masque cependant la très grande amplitude d'un pays à l'autre : tandis qu'on recense moins de 5 médecins pour 100 000 habitants au Burkina Faso ou au Népal, on en compte 304 en Argentine et 330 en France, 420 en Russie et même 607 en Italie.

Selon l'OMS, le Niger compte 17 euros par an et par habitant de frais inhérents à la santé contre 2 000 euros en France.





## Le développement durable, nouvelle donne de l'échange Nord Sud

1981 : sommet des grands dirigeants à Cancun : Mitterrand avance l'idée d'une interdépendance irréductible entre pays riches et pauvres : la prospérité des 1<sup>ers</sup> ne serait être durable sans le développement des seconds.

### Nouvelle donne parce que :

- le réchauffement climatique aggrave la situation des pays du Sud
- il introduit de nouveaux enjeux entre le Nord, le Sud et notamment la dette climatique et la création de nouvelles institutions internationales

### La dette écologique :

Beaucoup de pays du Nord n'arrivent pas à admettre que toutes les nations ont un « droit égal à se développer » car c'est aussi donner « un droit de polluer ».

Les pays du Sud n'ont pas encore consommé leur part de l'environnement mondial : ils ont donc le droit de se développer à l'instar des pays du Nord tant qu'ils n'auront pas les moyens financiers et techniques d'adopter une démarche développement durable.

### La première difficulté à surmonter dans la négociation internationale sur le changement climatique est, et demeure encore, celle de la répartition des efforts.

Cela renvoi à la question de l'équité entre pays dont l'histoire, le niveau de

développement ou les intérêts ne sont pas les mêmes : responsabilités et capacités respectives de pays. La différence existe même au sein des pays du Sud : les îles et les pays aux deltas surpeuplés (Bengladesh) par exemple sont aujourd'hui les principales victimes du changement climatique, tandis que les grands pays émergents comme la Chine et l'Inde s'inquiètent surtout de l'impact des négociations sur leur croissance économique.

La responsabilité historique des pays du Nord est très claire dans l'esprit des pays en voie de développement : les pays développés qui ont déjà accumulé plus de 80% des émissions polluantes dans l'atmosphère...ont bénéficié de « crédits gratuits » pendant plus de 150 ans. Puisque qu'ils sont à l'origine du dérèglement du climat, il leur appartient en priorité de limiter les dégâts. Ils ont contracté une « dette écologique » vis-à-vis du Sud et des générations à venir.

Le Protocole de Kyoto l'intègre explicitement, puisqu'il impose un régime aux seuls pays industrialisés qui doivent réduire leurs émissions de gaz à effet de serre d'au moins 5% d'ici à 2012 par rapport à 1990.

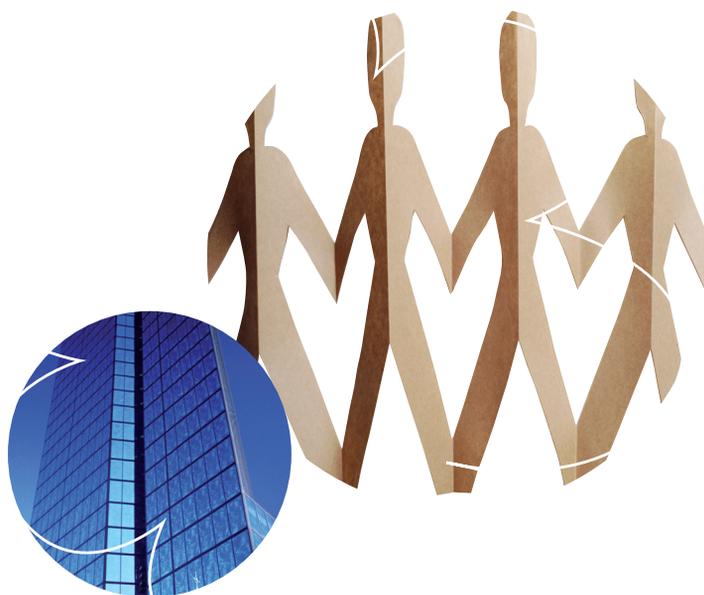
En conséquences, les pays industrialisés

doivent non seulement agir les premiers mais se sont engagés également à financer les coûts supportés par les pays en voie de développement (transfert de technologies, les financements nouveaux et additionnels pour renforcer les capacités du Sud et le soutien à l'adaptation pour les pays les plus vulnérables). Obligation pour les pays les plus riches d'aider les plus pauvres.

C'est le désaccord des pays du Nord : si certains ont accepté une réduction de leurs émissions, d'autres pays (Etats-Unis, Australie) veulent un engagement des grands pays émergents qui sont des émetteurs croissants.

Le traité de Copenhague avait prévu le même fonctionnement que celui de Kyoto : des quotas d'émissions alloués à chaque pays en fonction de son niveau d'émissions de GES.

**En conclusion, la responsabilité des pays riches est double : celle de cesser de nuire, celle d'aider les pauvres qui n'ont pas les moyens techniques, humains, financiers de s'adapter.**





## Le développement durable une opportunité de transformation de la relation Nord Sud

« Le véritable coût du changement climatique ne se mesure pas en euros, mais en vies humaines. Le compte à rebours a commencé » - Oxfam France, appel de Copenhague.

Les négociations sur le climat étaient une affaire euro – américaine (1995 Kyoto). C'est maintenant un problème Nord/Sud qui permet d'évoquer les inégalités écologiques mais aussi le développement tout court de ces pays. Ce n'est plus le changement climatique qui fait l'objet des discussions mais son atténuation et son adaptation (tome 1 : de la nécessité d'un développement durable culture générale).

Les pays du Sud ne voient pas, dans un premier temps la nécessité de s'occuper d'un problème « qui entrave leur croissance », d'autant que « les pays du Nord ne se sont jamais posés la question depuis plus de deux siècles » !. Ils ne croient pas à cette époque non plus au changement climatique : ils ne se sentent ni concernés, ni menacés.

Aujourd'hui c'est le principal clivage : entre le Nord et le Sud, organisé d'un seul bloc avec le G77, la Chine, l'Inde, le Brésil ou l'Afrique du Sud (soit environ 130 pays).

### L'Origine de ce changement ?

Les Etats Unis restent dubitatifs après la signature des accords de Marrakech de 1999. Ils hésitent à s'engager car ils estiment que « si les pays industrialisés réduisent leurs émissions alors que les

PED accroissent les leurs, leurs efforts seraient vains. Ils demandent alors la participation des pays émergents aux efforts de réduction et des engagements à l'horizon 2020 puisqu'ils figurent parmi les plus gros émetteurs de GES en valeur absolue (Chine) . A Kyoto, ces pays n'avaient pas été pris en compte.

Dès 2002, changement de stratégie des PED (notamment avec le G77) : le changement climatique est en cours et ils en sont les premières victimes. D'où la nécessité de s'adapter aux besoins de financements (c'est notamment sur la controverse des forêts que les PED reprennent en mains leurs intérêts : la déforestation représente près de 20% des GES et concerne principalement les PED). Certains pays du Sud (Gabon) considèrent que si leur patrimoine naturel a un intérêt collectif planétaire (la forêt), alors cela justifie une contre partie financière des pays du Nord.

Les conférences sur le changement climatique sont des moments privilégiés pour discuter de leur développement : « la question climatique soulève des questions d'un développement global et durable ».

Les difficultés et les défis sont considérables mais ... qui est responsable ? Comment trouver des formules de « burden-sharing » (partage du fardeau) acceptées de tous ?

Les pays riches donnent peu aujourd'hui même si depuis 15 ans les

mentalités ont évolué en faveur d'une aide plus substantielle, conscients de

leur responsabilité dans le réchauffement climatique.

## Adaptation et atténuation au changement climatique

La Banque Mondiale estime de 75 à 100 milliards de dollars par an le coût de l'adaptation des pays du Sud au changement climatique, coût par ailleurs jugé « insupportable » pour les pays pauvres mais « finançable » par les pays riches.

Les bénéfices possibles des mesures d'adaptation sont l'opportunité pour les pays émergents (comme l'Inde ou le Brésil) de se convertir à une industrie propre mais aussi pour les pays les plus pauvres pour faire face aux conséquences du changement climatique.

C'est même indispensable si nous tenons compte des estimations de l'Agence Internationale de l'Energie, qui prévoit que les pays en voie de développement vont être responsables de 75% de l'augmentation de la demande en énergie pour la période 2005 – 2030.

Pour sauver leur population, les PED, doivent impérativement intégrer ces questions dans leur processus de développement pour permettre cette adaptation.

Mais qui doit contribuer ? Les pays industrialisés ou les nouveaux pollueurs ? Le refus de la Chine est clair : « le réchauffement climatique est dû aux pays développés durant leur phase industrialisation. La Chine en est l'une des plus grandes victimes ».

Même si les pays industrialisés comme

les Etats Unis ou l'Europe ont maintenant accepté le principe de ces transferts, il n'existe aucune stratégie concrète pour les mettre en œuvre.

Les pays riches rechignent donc toujours à aider les pays du sud à s'adapter aux changements climatiques. Selon Mario Herrero, co-auteur du rapport intitulé, « Cartographier la vulnérabilité au climat et la pauvreté en Afrique », les paysans auront besoin d'aide afin de s'adapter aux fréquentes sécheresses et inondations qui devraient frapper les régions arides et semi-arides du continent au cours des prochaines années... « L'ambition fait défaut en matière de financement au regard du sentiment d'urgence éprouvé par tous » confirmera le négociateur du Brésil (Luiz Alberto Figueiredo Machado) à Copenhague en évoquant l'urgence de la préservation de la forêt amazonienne...

Le fonds spécial d'adaptation déjà prévu dans le Protocole de Kyoto reste une « coquille vide », les pays industrialisés n'ayant pas tenu leurs promesses.

Le développement durable pose donc un sérieux problème pour les pays du sud : il exige des dépenses supplémentaires sans encore de financements disponibles.

Paradoxalement, les pays pauvres demandent des garanties et précisent que cette aide ne doit pas se faire au détriment d'autres aides financières.

## Adaptation : transferts de technologies

A la demande d'une aide financière supplémentaire, à l'affirmation du principe de souveraineté nationale sur l'exploitation des ressources naturelles, les pays en voie de développement ajoutent la demande des transferts de technologies et brevets (indispensable pour avoir une industrialisation « propre » ou pour accéder aux médicaments nécessaires à la lutte contre les maladies infectieuses (sida etc..).

Le principe de solidarité intergénérationnelle souvent mis en avant dans la lutte contre les GES devrait s'accompagner d'une solidarité intra-génération-

nelle. Mais, la technologie n'est pas quelque chose que l'on peut transférer, principalement à cause des droits de propriété intellectuelle.

Le problème selon l'Agence de coopération et d'information pour le commerce international, c'est que « dans le cours normal des événements, les gouvernements ne peuvent pas eux-mêmes assurer le transfert de technologie. Le transfert a lieu lorsque des entreprises privées ont un intérêt ou une incitation ». Cela peut être le cas en cas d'importation de produits ou d'échange de savoir-faire sur des projets.





## La prise de conscience et expériences développement durable des pays du sud

### Chine

Tout comme le Brésil, au nom de sa croissance, la Chine n'entend pas réduire ses émissions de gaz à effet de serre comme l'y autorise le protocole de Kyoto. Elle a officiellement déclaré qu'elle n'envisagerait pas de limiter ses émissions. En Inde, les gouvernements refusent aussi de s'engager sur des objectifs chiffrés de réduction de gaz à effet de serre, argumentant que la lutte contre la pauvreté nécessite un développement important de l'économie.

Pourtant les prévisions parlent d'un triplement des émissions d'ici 2050 si rien n'est fait, et en même temps, d'une multiplication des catastrophes. Cependant ces dirigeants sont conscients des dommages subis par leurs pays. Par exemple, les dirigeants chinois ont intégré la question climatique dans les commissions de planification et développent des offres énergétiques alternatives comme le solaire et la biomasse aussi bien que le nucléaire. Le Brésil se lance dans la même voie et l'Inde multiplie les projets de mécanisme de développement propre.

En Chine, la contestation porte sur l'idée même de suivre les « vieux modèles » des pays riches : développer d'abord,

gérer les conséquences par la suite. La mise en place rapide d'une société plus économe en ressources naturelles et soucieuse de la protection de l'environnement, peut permettre à la Chine un développement durable (les probables taxes douanières sur les émissions de GES risquent de devenir très vite une contrainte importante pour elle).

Un autre enjeu de taille : si des grands pays consommateurs de ressources comme les Etats Unis et la Chine s'orientent vers une économie plus sobre, cela peut provoquer une chute importante du prix du pétrole, du gaz etc... Ce qui peut être favorable à la Chine : il s'agit de sauver la maison commune de l'humanité.

### FOCUS

**Si la Chine atteint ses objectifs en matière de GES en 2020, elle sera le pays qui aura le plus réduit ses émissions » Fatih Birol, économiste en chef de l'Agence Internationale de l'Énergie (financial times). « Pékin a pris d'ambitieux engagements pour améliorer son rendement énergétique de 20% dans le cadre de son plan quinquennal 2006-2010, un objectif que le pays devrait presque atteindre ».**

## Vietnam

### Un littoral grignoté par les eaux.

L'élévation du niveau des mers du fait des bouleversements climatiques est une menace pour le pays dont la production de riz risque de décliner de façon spectaculaire et ses terres arables inondées, selon la Banque Mondiale (avec des conséquences : réfugiés climatiques»).

La priorité semble donc s'orienter vers une plus grande sensibilisation sur les origines du changement climatique et ses conséquences. « Il ne fait aucun doute que la prévention nous coûtera beaucoup moins cher que la réparation des dégâts ». En attendant les plus pauvres, vivants dans les zones rurales sont toujours aussi vulnérables. « Tout le monde dans notre village a peur des tempêtes, des inondations et de la montée du niveau de la mer. Après les envahisseurs étrangers pendant la guerre, nous voilà face à un nouvel ennemi » dira un villageois. L'aide y est donc indispensable.

## Brésil

### Les pays riches devront payer

Le Brésil défend l'idée que la responsabilité de la hausse actuelle de la température tient aux émissions passées. Il ne peut, compte tenu de ses exigences de développement, se fixer des objectifs de réduction avant cinquante ans. Il estime que les pays riches doivent non seulement réduire leurs émissions mais aussi supporter financièrement la réparation des dégâts causés.

Pourtant, définir un autre modèle de développement agricole devient aussi nécessaire. En effet, ses émissions de gaz proviennent en majeure partie de l'agriculture, de la sylviculture et de l'utilisation des sols (entre 70 et 80%). De plus, la déforestation de l'Amazonie libère des gaz à effet de serre à cause des brûlis et de la libération du carbone du sol et diminue la capacité d'absorption de la forêt.

Le Pays accorde néanmoins une grande priorité à la déforestation et la protection de la biodiversité. Sur le premier point et afin de contribuer aux efforts dans la lutte contre le changement climatique, il prévoit d'ici 2020 de réduire la déforestation de 80% c'est-à-dire de cesser d'émettre près de 4,8 milliards de tonnes de CO<sub>2</sub>. S'agissant de la biodiversité, le Brésil a délimité des zones agro-écologiques pour la culture de la canne à sucre et exclut toute la région de l'Amazonie et le Pantanal (la plus grande région humide de la planète).

Une législation est même en cours pour récompenser les protecteurs de l'environnement.

## Le Mexique

### Petite récolte, grande révolte

Les transformations liées aux climats ont été au cœur de l'histoire mexicaine : cf. les guerres ou les révolutions d'indépendance entre 1808 et 1811 ou de 1910 pendant lesquelles les fortes sécheresses ont provoqué des hausses de prix et la famine s'est installée. On a observé une étroite corrélation entre

la sécheresse et l'augmentation des violences dans les villes et les campagnes. Autre exemple actuel : le changement climatique semble atteindre les moustiques qui élargissent de plus en plus leur habitat... les risques d'épidémie de dengue sont en conséquence prévisibles...

### **Moyen Orient**

« S'attaquer au réchauffement climatique n'est pas un luxe car nombre de pays arabes sont confrontés à des pénuries d'eau » mais aussi, la faim et la pauvreté.

Dans ces pays arabes en effet, ces problèmes représentent des défis quo-

tidiens (le problème de l'eau pourrait devenir « aiguë d'ici 2025 ») et des plans de lutte contre le changement climatique pourraient en réduire les conséquences, d'où leur volonté d'une participation à une action mondiale pour tous.

Comme le confirment les scientifiques, le changement climatique aura pour conséquence l'augmentation de la sécheresse et la pénurie d'eau. Or, ces pays sont dans des régions particulièrement exposées : 80% des ressources en eau douce du monde arabe sont absorbées par l'irrigation et plus de la moitié de cette eau est gaspillée faute de méthodes élaborées.



## Perspective : refonder la coopération

**Le développement durable pose de nouvelles problématiques dans les relations Nord-Sud qui mettent en jeu de manière centrale des questions d'équité et de justice. C'est là un enjeu important pour l'avenir des relations internationales.**

**De nouvelles politiques de développement doivent être inventées.**

### Une nouvelle gouvernance pour une équité globale et un partage des ressources.

Quelle gouvernance, pour quelle vision du monde à long terme ?

La question de la gouvernance globale est souvent abordée dans un cadre statique (cf. demande actuelle des pays en voie de développement au Sommet de Nice, de participer à la gouvernance mondiale). Elle recouvre pourtant essentiellement des processus, des arrangements et des compromis en évolution constante. Il est alors essentiel de questionner la finalité à long terme des politiques et des recommandations visant à l'amélioration de cette gouvernance mondiale.

Initialement centrés autour du concept de développement durable, les débats portent également aujourd'hui autour de 3 thèmes :

- ✚ Les considérations environnementales doivent être incluses dans l'élaboration des politiques. Ce qui implique une prise en compte structurante du long terme dans la formulation des projets.
- ✚ La durabilité exige une prise en compte des différences de niveaux des richesses à l'intérieur des nations comme entre les nations. Elle

exige aussi la juste répartition des coûts et des bénéfices de l'environnement entre les générations.

- ✚ L'actualisation du développement durable dépend du niveau de mobilisation, donc de compréhension et de participation active de la population. La prise en compte de ces thèmes suppose une démarche pluridisciplinaire. En effet, la nature même du développement durable nécessite un dialogue entre des champs disciplinaires variés : économie, politique, sociologie, droit, anthropologie.

Compte tenu des débats en cours et des enjeux qu'ils soulèvent, il nous a semblé important de décliner les modalités de mise en œuvre du développement durable au travers de cinq problématiques représentées par les mots-clés suivants : Gouvernance, Technologie, Conditions de vie, Gestion des ressources naturelles et Financement.

Il faut aujourd'hui donner une réalité aux objectifs du millénaire en passant de véritables « contrats de développement durable » qui uniraient tous les

opérateurs d'aide autour d'objectifs communs, reconnus pour leur effet multiplicateur sur le développement : accès à l'eau potable, à l'électricité, à l'alimentation, éducation, santé.

Il s'agit de mettre en œuvre une véritable coopération cohérente et de mettre fin au gaspillage car ce ne sont ni les moyens ni l'argent qui manquent mais une volonté concertée.

Les actions doivent être relayées par le premier acteur économique : les entreprises dans le cadre de leur stratégie RSE.

L'équité dans les relations Nord/Sud en matière de lutte contre le changement climatique doit nécessairement passer par un renforcement du rôle des pays de Sud dans les négociations tout en prenant en considération les besoins spécifiques de développement de ces pays.

Il s'agit de renforcer la participation des pays du Sud aux négociations. Les processus de négociation dans les en-

ceintes internationales sont essentiellement définis par les pays industrialisés. Les pays du Sud restent mal représentés et n'ont pas les capacités techniques pour mesurer l'ampleur des conséquences de telles décisions politiques dans leur propre pays.

Les critères d'octroi des crédits internationaux n'incluent que très partiellement la nécessité de protéger le climat. Ainsi, les institutions financières internationales, les organes publics de Coopération et les agences de crédit à l'exportation doivent intégrer des critères d'intervention tenant compte de l'objectif climatique.

Une approche multidimensionnelle de la pauvreté couplée à des démarches participatives pourraient permettre de mettre en œuvre des projets sociaux locaux d'atténuation et d'adaptation à l'impact des bouleversements climatiques, des projets aux retombées positives pour la vie quotidienne des personnes les plus exposées et pour les écosystèmes.



## Bibliographie :

Droit international du développement, Feuer et Cassan, Dalloz

Le développement durable, Sylvie Brunel, PUF, 2006

Chronologie de l'économie mondiale, Teulon, Mémo, Seuil

Cahier du GEMDEV n° 16, 17, 25, 28, 29, 30

Courrier international, n° 994, Novembre 2009

### Articles :

« Les relations entre pays du Nord et du Sud », Di Maio ; Epelbaum ; Gueydan ; Hantcherli ; Hoppe, 2002

L'enjeu de la sécurité alimentaire », le Monde diplomatique, Mai 2010

Razzia sur les terres cultivables », Courrier international du 04/12/2008, n° 944

Création d'un partenariat mondial pour la protection des forêts tropicales ... Le Monde du 29 mai 2010

L'avènement des pays du BRIC ((Brésil, Russie, Inde et Chine) : Peut-il changer le monde ? par Chems

Eddine Chitour, Le Monde du 23 avril 2010

Le tiers monde éclaté : des pays les moins avancés aux nouveaux pays industrialisés

Les dirigeants africains veulent « une place dans la gouvernance mondiale », le Monde 1er juin 2010

Sommet de Nice : Nicolas Sarkozy veut tourner la page de la Françafrique, Le Monde du 2 juin 2010

En Afrique, une quarantaine d'entreprises témoignent du décollage du continent, le Monde du 2 juin 2010

Energie : vers une guerre Nord-Sud ?

Le développement durable à l'épreuve des rapports Nord-Sud, Michel Griffon et Jean-Charles Hourcade,

Juin 2002

Une ONG camerounaise contre la cession sauvage des terres aux étrangers [www.afriqueavenir.org](http://www.afriqueavenir.org)

Mali, le transfert de technologie est si lent que nous devons copier comme la Chine, [ipsinternational.org](http://ipsinternational.org)

Développement ne rime pas forcément avec croissance, Harribey, Le Monde diplomatique juillet 2004,

[www.monde-diplomatique.fr](http://www.monde-diplomatique.fr)

Transformation des relations Nord-Sud, [www.iepf.org](http://www.iepf.org)

L'ascension des pays du Sud dans les négociations climatiques, entretien avec Amy Dahan,

[www.mouvements.info](http://www.mouvements.info)

Le changement climatique : quelles politiques de développement ? la documentation française,

[www.ladocumentationfrancaise.fr](http://www.ladocumentationfrancaise.fr)

CADTM : changement climatique et dette du Sud : un peu d'arithmétique, [www.cadtm.org](http://www.cadtm.org)

Changements climatiques. Impasses et perspectives. CETRI, [www.cetri.be](http://www.cetri.be)

Le développement durable est-il instrumentalisé par le Nord ? Béatrice Héraud, NovéthiC, mai 2010







TOME  
2

## Les relations Nord Sud

Nord/Sud, deux Mondes qui se font face, deux antagonistes dont les relations tumultueuses n'ont cessé d'évoluer au cours des siècles passés.

Le développement des pays du Sud, à la croissance démographique effrénée, dont la jeunesse n'aspire qu'à copier les modes de vie du Nord ne va-t-il pas se fracasser contre les limites physiques d'une planète menacée par le réchauffement climatique ?

Tel est le grand défi des années à venir qui va conditionner les nouvelles relations Nord-Sud ? Comment le Nord qui a contracté une dette écologique sans précédent à l'égard des pays du Sud, résultante de la période des trente glorieuses. Va-t-il négocier son aide en échange d'un engagement de ces derniers à s'engager sur une croissance vertueuse alors même que leur développement n'est pas achevé ? Comment le Sud va-t-il s'adapter aux conséquences déjà perceptibles du réchauffement climatique qui menace à terme son développement et la richesse de sa biodiversité ? Comment le développement durable va-t-il influencer et modifier profondément dans les dix années à venir les relations Nord Sud ?

Ce livret tente d'explorer des pistes et de répondre à ces questions pour notre avenir commun.

Proposé  
Par

Estelle Forget

Consultante en développement durable, Estelle Forget, titulaire d'un master en développement durable et responsabilités des organisations obtenu à l'Université Paris Dauphine, a choisi de créer son cabinet conseil, Staff Planète.

Staff Planète  
estelle.forget@staffplanete.com  
www.staffplanete.com